

Les subsides

Je vois que le temps file, monsieur le Président. En terminant mes remarques, je voudrais dire ceci. S'il y a un reproche à faire à ce gouvernement, de ce côté-ci de la Chambre, c'est bien d'avoir trop donné, c'est bien d'avoir justement trop bien rempli ses promesses. On voit que tout le monde, à un certain moment, attend un discours du trône avec impatience, partout on parle de cela à travers le Canada, on attend un discours du trône avec impatience, tout comme si, après ce discours-là, il n'y aura plus personne qui aura besoin de travailler au Canada. Ce serait une opération miracle, et personne au Canada n'aurait besoin de travailler. Eh bien, monsieur le Président, si ce gouvernement-là a quelque chose à se reprocher, c'est bien d'avoir trop donné et maintenant nous allons demander à tous les Canadiens de faire chacun leur part, et si les Canadiens le font, l'économie va revenir sur la bonne voie.

[Traduction]

M. Bob Corbett (Fundy-Royal): Monsieur le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les différents députés qui sont intervenus cet après-midi, surtout l'orateur précédent qui, je le sais, souhaite vivement que le Canada, notre pays que nous servons tous deux avec plaisir, occupe la place qui lui revient au sein de la communauté des pays industrialisés, la place que nous occupions autrefois. Comme le député le sait, essentiellement à cause de l'inaction et du manque de motivation du gouvernement actuel, notre situation se détériore chaque jour.

Deux interventions ont en particulier retenu mon attention. Le député de Churchill (M. Murphy) a voulu rappeler à la Chambre et au grand public que nous, du parti conservateur, étions les maîtres de notre destinée. Quels que soient les efforts des membres du Nouveau parti démocratique pour abdiquer leurs responsabilités, ils ne pourront jamais effacer de l'histoire ni des annales canadiennes que ce sont eux qui ont aidé le parti libéral à renverser le gouvernement conservateur. Ils y ont contribué et, en fait, c'est à eux que l'on doit les élections du 18 février 1980.

Peu importe ce que nous avons appris depuis quant à l'aide apportée par les néo-démocrates au parti libéral. Les députés de ce parti continuent à soutenir, donnant donnant, certains programmes libéraux tel que le Programme énergétique national, qui est une vraie catastrophe. Il est question de la nationalisation de l'économie canadienne et d'un accroissement du déficit gouvernemental, de la réglementation et de l'inflation. J'attire l'attention du député, de la Chambre et des citoyens là-dessus. Ils ne pourront pas s'en tirer ainsi.

● (1740)

J'ai écouté le député de Restigouche (M. Harquail) qui vient comme moi du Nouveau-Brunswick. Je regrette vivement qu'il soit sorti quelques minutes pour se reposer de son travail épuisant. Je ne suis pas d'accord avec certaines choses qu'il a dites. Il a notamment déclaré que l'opposition s'attarde seulement sur des sujets qui n'ont pas grand-chose à voir avec notre société, notre système et notre pays. Il a notamment parlé d'une motion que l'opposition a proposée il y a quelques jours. A l'entendre, elle n'est guère capable de parler d'autre chose que du tourisme.

Le député l'ignore sans doute, sans quoi il n'en aurait pas parlé avec autant de mépris, mais le tourisme est la deuxième

industrie du Canada par ordre d'importance. L'industrie touristique se place au deuxième rang des employeurs. Comme il vient d'une région du Nouveau-Brunswick très durement touché par le chômage, je pense que le député de Restigouche devrait s'intéresser de très près à toute industrie créant autant d'emplois que l'industrie touristique. Je me demande à quel point il s'intéresse à ce que le gouvernement fait ou ne fait pas pour créer des emplois.

Le député de Restigouche a dit qu'un budget s'imposait et que nous en aurons un nouveau demain soir. Il a dit que le gouvernement avait présenté quatre budgets ainsi que deux exposés économiques au cours des trois dernières années. Il a mentionné que, de notre côté, nous avons eu, ces dernières années, trois conférences sur les politiques, plus quelques autres assemblées générales, autrement dit, une tous les six mois. J'ignore comment il parvient à ce chiffre, mais cela donne sans doute une bonne idée de la façon dont son parti aligne ses chiffres quand il prépare un budget. Si nous avons eu trois conférences politiques, on peut se demander pourquoi le gouvernement a jugé bon de présenter six exposés budgétaires au cours d'une période où la situation économique, qui était déjà mauvaise, est devenue absolument catastrophique.

Le député de Restigouche a dit que le taux d'inflation était tombé à 6 p. 100. Sans doute n'a-t-il pas voulu induire les citoyens en erreur et me remerciera-t-il de signaler qu'en fait le taux d'inflation n'est pas de 6 p. 100. Tous les députés ici présents souhaitent certainement comme lui qu'il tombe aussi bas. Néanmoins, il se situe actuellement à 7.5 p. 100. C'est déjà beaucoup mieux que les 12 ou 13 p. 100 que nous avons il y a quelques mois, mais nous n'en sommes pas encore à 6 p. 100. Signalons, néanmoins, que même si l'inflation a été ramenée à 7.5 p. 100, cela n'a pas accru pour autant la confiance des investisseurs. En fait, cela ne semble avoir aucun effet. Les investisseurs canadiens n'ont guère repris confiance pour autant.

Le député de Restigouche a parlé des programmes d'aide. Quel a été le résultat pour la petite entreprise? L'année dernière, 80,000 entreprises canadiennes ont fermé leurs portes et licencié leurs employés. Ce sont les petites entreprises qui créent le plus d'emplois au Canada. Non seulement 80,000 entreprises ont-elles fermé leurs portes, mais, l'an dernier, les petites entreprises ont fait faillite au rythme de 1,000 ou plus par mois. Le député de Restigouche devrait s'enquérir des faits avant de se lever à la Chambre et de dire à ses électeurs et à d'autres Canadiens ce que fait son gouvernement. Il nous a dit qu'il avait été élu pour accomplir un travail et qu'il accepte son rôle.

Le député de Restigouche présente une position intéressante. Il vient d'une région du Nouveau-Brunswick où le chômage est absolument endémique à cause surtout de la mauvaise gestion économique du gouvernement. Au cours de ses observations, pas une fois il n'a mentionné la fermeture de la base militaire de Chatham, dans la circonscription voisine. Pas une fois il n'a mentionné les centaines, ou plutôt les milliers d'emplois qui ont été perdus dans cette région par suite de l'inertie gouvernementale face à la fermeture de la base de Chatham. C'est là un manquement absolu à son devoir de la part du député de Restigouche. Je le mets au défi, comme le feront sans doute les gens de sa région, de travailler là-dessus.